

PARC EOLIEN DE RIAUCOURT DARMANNES
Société par actions simplifiée au capital de 100 euros
Siège social : 12 avenue des Vosges 67000 Strasbourg
808 091 623 RCS Strasbourg
(la « Société »)

197 15390
16 MAI 2019
18 B 2612

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE CONSTATEES PAR UN ACTE SOUS SEING PRIVE EN
DATE DU 12 DECEMBRE 2018

LE SOUSSIGNE

QUAERO EUROPEAN INFRASTRUCTURE FUND, Fonds Professionnel de Capital Investissement, représenté par sa société de gestion QUAERO CAPITAL (FRANCE) S.A.S, société par actions simplifiée, dont le siège social est situé 4-6-8, rue Daru, 75008 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 802 673 491, elle-même représentée par Messieurs Sébastien Bourget et Yann Benharrouch dûment habilités à l'effet des présentes, (l'« Associé Unique »),

Propriétaire de la totalité des actions composant le capital social de la Société,

APRES AVOIR PREALABLEMENT EXPOSE :

- que Monsieur Sébastien Bourget, Président de la Société, est présent (le « **Président** ») ;
- que la société COMPAGNIE FIDUCIAIRE FRANCO-ALLEMANDE., commissaire aux comptes titulaire, a été dûment informée des présentes décisions ;
- que la Société a décidé de construire et d'exploiter d'un parc éolien sur la commune de Riaucourt (Haute-Marne) qui comprendra cinq (5) éoliennes dont la première phase de développement a été terminée (le « **Parc** ») ;
- que l'Associé Unique a consenti à la Société (i) par acte en date du 3 mai 2018, une avance en compte courant d'un montant total 1.030.000 euros destinée au paiement de la rémunération de son prestataire au titre du contrat de développement conclu en date du 29 décembre 2017 et (ii) par acte en date du 6 novembre 2018, une avance en compte courant d'un montant de 1.916.250 euros destinée au paiement de la rémunération de son prestataire au titre du « *Supply and Installation Agreement* » conclu en date du 2 novembre 2018, soit à ce jour la somme totale de 2.946.250 euros (ci-après désignées ensembles les « **Avances** »), lesdites avances n'étant pas productives d'intérêts ;
- qu'afin de financer la deuxième phase de développement du Parc, l'Associé Unique a décidé (i) d'une part, d'augmenter le capital de la Société d'un montant nominal de 450.000 euros avec maintien de son droit préférentiel de souscription et (ii) d'autre part, de procéder à l'émission de quarante mille cinq cents (40.500) obligations convertibles en actions de la Société d'une valeur nominale de cent (100) euros avec maintien de son droit préférentiel de souscription (les « **OCA** ») ;

- que le rapport spécial du commissaire aux comptes sur l'émission des OCA établi en application des dispositions des articles L. 228-92 et R. 225-117 du Code de commerce a été mis à sa disposition dans un délai suffisant pour lui permettre de prendre les décisions ci-après ;

A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES :

PREMIERE DECISION : Emission de quatre cent cinquante mille (450.000) actions nouvelles

L'Associé Unique, connaissance prise du rapport du Président et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, décide d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 450.000 euros par émission de 450.000 actions nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro avec maintien de son droit préférentiel de souscription.

Le capital social sera ainsi porté de 100 euros à 450.100 euros divisé en 450.100 actions d'un (1) euro de nominal chacune.

Les actions nouvelles devront être libérées en totalité lors de la souscription par des versements en numéraire.

Les actions nouvelles, qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits avec effet à compter de la date de réalisation de l'augmentation de capital.

Les actions nouvelles seront créées exclusivement sous la forme nominative.

L'Associé Unique décide que dans l'hypothèse où il ne souscrirait pas intégralement à titre irréductible à l'augmentation de capital, le Président ne pourra user des facultés offertes au I de l'article L. 225-134 du Code de commerce.

L'Associé Unique prend acte qu'en application du III dudit article L. 225-134 du Code de commerce, le Président pourra dans tous les cas limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues dès lors que les actions non souscrites représentent moins de 3 % du montant de l'émission.

Les souscriptions et les versements seront reçus au siège social à compter de ce jour et jusqu'au 31 décembre 2018 inclus. Toutefois, la période de souscription sera close par anticipation dès que toutes les actions auront été souscrites dans les conditions ci-avant.

Les fonds provenant des versements en espèces seront déposés, dans les délais prévus par la loi, sur un compte spécial intitulé « Augmentation de capital » ouvert dans les livres de la banque BNP Paribas, Agence Paris Centre Affaire, code IBAN FR76 3000 4028 9000 0109 7658 853.

En cas de libération des souscriptions par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société, le Président devra établir un arrêté de compte conformément aux dispositions de l'article R. 225-134 du code de commerce. Le commissaire aux comptes devra certifier l'exactitude de cet arrêté au vu duquel il établira un certificat qui tiendra lieu de certificat du dépositaire.

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- recueillir la souscription aux actions nouvelles et les versements y afférents,
- procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date le cas échéant,
- obtenir le certificat du dépositaire attestant la libération des souscriptions et la réalisation définitive de l'augmentation de capital,
- procéder au retrait des fonds après la réalisation définitive de l'augmentation de capital,

- accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'augmentation de capital décidée conformément aux termes de la présente décision,
- d'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à la présente émission.

DEUXIEME DECISION : Modification corrélative des articles 6 « Apports » et 7 « Capital social »

En conséquence de la décision qui précède, l'Associé Unique décide, sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital, de procéder à la modification corrélative des articles 6 « Apports » et 7 « Capital social » des statuts comme suit :

Article 6 - Apports

Il est ajouté l'alinéa suivant in fine :

« Aux termes des décisions en date du 12 décembre 2018, l'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social d'un montant nominal de quatre cent cinquante mille euros (450.000 €) euros par émission de quatre cent cinquante mille (450.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro. »

Article 7 – Capital social

Annule et remplace la précédente rédaction.

« Le capital social est fixé à la somme de quatre cent cinquante mille cent euros (450.100 €). Il est divisé en quatre cent cinquante mille cent (450.100) actions d'un (1) euro de nominal chacune, intégralement libérées, toutes de même catégorie. »

TROISIEME DECISION : Emission de quarante mille cinq cents (40.500) obligations convertibles en actions de la Société

L'Associé Unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président et du rapport spécial du commissaire aux comptes établi conformément aux dispositions des articles L. 228-92 et R. 225-117 du Code de commerce et après avoir constaté que le capital social est intégralement libéré, décide de procéder à l'émission de quarante mille cinq cents (40.500) obligations convertibles en actions de la Société d'une valeur nominale unitaire de cent (100) euros régies par les termes et conditions figurant en Annexe 1 aux présentes, avec maintien de son droit préférentiel de souscription.

Il décide qu'en cas d'insuffisance des souscriptions, le Président ne pourra user d'aucune des facultés prévues au I de l'article L. 225-134 du Code de commerce.

L'Associé Unique prend acte qu'en application du III dudit article L. 225-134 du Code de commerce, le Président pourra dans tous les cas limiter le montant de l'émission au montant des souscriptions reçues dès lors que les OCA non souscrites représentent moins de 3 % du montant de l'emprunt obligataire.

En conséquence de l'émission des OCA, l'Associé Unique autorise l'augmentation du capital social d'un montant nominal maximum de quatre millions cinquante mille (4.050.000) euros, correspondant à l'émission d'un nombre maximum de quatre millions cinquante mille (4.050.000) actions ordinaires d'un (1) euro de nominal, auquel s'ajouterait éventuellement le montant nominal des actions à émettre, en vue de réserver les droits des Porteurs des OCA dans le cas où cette réservation s'imposerait. *uh*

Enfin, l'Associé Unique délègue tous pouvoirs au Président à l'effet de :

- recueillir la souscription aux OCA et les versements y afférents,
- procéder à la clôture anticipée de la période de souscription des OCA ou proroger sa date, le cas échéant,
- recueillir la souscription aux actions ordinaires nouvelles résultant de l'exercice des OCA,
- prendre en temps utile toute mesure qui s'avérerait nécessaire pour préserver les droits des Porteurs d'OCA,
- suspendre, le cas échéant, l'exercice des droits attachés aux OCA dans les conditions définies à l'article L. 225-149-1 du Code de commerce,
- augmenter le capital social pour permettre aux Porteurs d'OCA d'exercer leurs droits de conversion, d'un montant nominal maximum de quatre millions cinquante mille (4.050.000) euros, auquel s'ajoutera éventuellement le montant nominal des actions à émettre, en vue de réserver les droits des Porteurs d'OCA, dans le cas où cette réservation s'imposerait,
- et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour la bonne réalisation de l'émission des OCA et de ses suites et notamment constater le montant de l'augmentation de capital résultant de l'exercice des OCA et de modifier corrélativement les statuts.

QUATRIEME DECISION : Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités

L'Associé Unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent Acte aux fins d'accomplir toutes formalités de dépôt, de publicité et autres qu'il appartiendra et qui seraient nécessaires compte tenu des décisions prises ce jour.

Le présent acte sera mentionné sur le registre des procès-verbaux d'assemblées de la Société.

Fait à Paris, en trois (3) exemplaires originaux.



QUAERO EUROPEAN INFRASTRUCTURE FUND

Représentée par QUAERO CAPITAL (FRANCE) SAS

Elle-même représentée par Messieurs Sébastien Bourget et Yann Benharrouch

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
STRASBOURG
Le 19/12/2018 Dossier 2019 00007366, référence 6704P61 2018 A 03235
Enregistrement : 500 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Cinq cents Euros
Montant reçu : Cinq cents Euros
L'Agent administratif principal des finances publiques


Agent administratif
des Finances Publiques

Annexe 1 – Termes et Conditions des OCA *ub*

Termes et Conditions des OCA

Article 1. DEFINITIONS ET INTERPRETATION

1.1. Définitions

Dans les présents Termes et Conditions des OCA, les termes commençant par une majuscule auront la signification qui leur est attribuée ci-dessous :

Action désigne toute action représentant le capital social de l'Emetteur.

Associé désigne tout titulaire d'Actions de l'Emetteur.

Avances désigne les avances en compte courant non productives d'intérêt consenties par le Souscripteur Initial à l'Emetteur, à savoir (i) l'avance en compte courant en date du 3 mai 2018 d'un montant total 1.030.000 euros destinée au paiement de la dette de l'Emetteur au titre contrat de développement conclu en date du 29 décembre 2017 avec WKN France SAS et (ii) l'avance en compte courant en date du 6 novembre 2018 d'un montant de 1.916.250 euros destinée au paiement de la dette de l'Emetteur au titre du « Supply and Installation Agreement » conclu en date du 2 novembre 2018 avec Nordex France SAS, soit à la Date d'Emission des OCA, un montant total de 2.946.250 euros.

Date d'Echéance des OCA désigne la trentième (30^{ème}) date anniversaire de la Date d'Emission, étant précisé que les OCA et les présents Termes et Conditions seront automatiquement caduques à compter de (i) la date de remboursement total des OCA (principal et intérêts) ou (ii) la date de conversion de la totalité des OCA.

Date de Souscription désigne la date à laquelle le Souscripteur Initial aura souscrit à l'intégralité des OCA.

Date d'Intérêts désigne :

- (i) sauf en ce qui concerne (A) la première Date d'Intérêts et (B) la dernière Date d'Intérêts, le 31 mars, le 30 juin, le 30 septembre et le 31 décembre de chaque année à compter de la Date de Souscription (exclue) et le dernier Jour Ouvré de chaque mois jusqu'à la Date de Souscription ;
- (ii) en ce qui concerne la première Date d'Intérêts, le 31 mars 2019 ; et
- (iii) en ce qui concerne la dernière Date d'Intérêts, la Date d'Echéance des OCA.

Émetteur désigne Parc Eolien de Riaucourt Darmannes, société par actions simplifiée dont le siège social est situé 12 avenue des Vosges, 67000 Strasbourg, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Strasbourg, sous le numéro 808 091 623.

Emission désigne la date à laquelle les organes compétents de l'Émetteur ont valablement et définitivement décidé l'émission des OCA.

Encours en Principal désigne, à une date donnée, le montant cumulé, en principal libéré de la valeur nominale des OCA (en ce compris, le cas échéant, les intérêts capitalisés ajoutés au montant en principal des OCA en application de l'Article 4.3).

Jour Ouvré désigne un jour entier, à l'exception du samedi et du dimanche, où les banques sont ouvertes à Paris.

Masse a la signification donnée à ce terme à l'Article 10.1.

Montant d'Intérêt Reporté a la signification donnée à ce terme à l'Article 4.3.

OCA désigne les quarante mille cinq cents (40.500) obligations convertibles en Actions nouvelles de l'Emetteur d'une valeur nominale de cent euros (100€) chacune émise par l'Emetteur à la date d'Emission, pour un montant nominal total de quatre millions cinquante mille euros (4.050.000 €) euros devant être souscrites par le Souscripteur Initial et qui seront régies par les Termes et Conditions.

Parc désigne le parc éolien sis sur la commune de Riaucourt (Haute-Marne) qui comprendra cinq (5) éoliennes dont l'Emetteur a décidé la construction et l'exploitation.

Parties désigne l'Emetteur et les Porteurs des OCA.

Période d'Intérêts désigne toute période déterminée conformément à l'Article 4.2 et servant de référence pour le calcul des intérêts payés conformément aux stipulations de l'Article 4.3 des Termes et Conditions.

Porteurs des OCA désigne le Souscripteur Initial et toutes autres personnes qui détiendront à un moment quelconque une ou plusieurs OCA, conformément aux présents Termes et Conditions.


Prix de Souscription désigne le prix de souscription de l'ensemble des OCA.

Procédure Collective s'entend de la cessation d'activités dans le cadre des articles L. 631-3 et L. 640-3 du Code de commerce, de la désignation d'un mandataire ad hoc, de la conciliation, de la procédure de sauvegarde, de la procédure de sauvegarde accélérée, de la procédure de sauvegarde financière accélérée, du redressement ou de la liquidation judiciaire.

Représentant de la Masse désigne la personne nommée en qualité de représentant de la masse des Porteurs des OCA conformément aux articles L.228-47 et suivants du Code de commerce.

Souscripteur Initial désigne, à compter de la signature par lui d'un bulletin de souscription, le souscripteur initial de l'intégralité des OCA, à savoir QUAERO EUROPEAN INFRASTRUCTURE FUND, fonds professionnel de capital investissement ayant pour société de gestion, la société QUAERO CAPITAL (FRANCE) S.A.S, société par actions simplifiée dont le siège social est sis à Paris (75008), 4-6-8, rue Daru, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 802 673 491.

Taux d'Intérêt désigne un taux fixe égal à huit pour cent (8 %) l'an.

Termes et Conditions désigne les présents termes et conditions des OCA. 

1.2. Interprétation

1.1.1 Dans les Termes et Conditions, sauf indication contraire :

- (i) toute référence au Représentant de la Masse, le Souscripteur Initial ou un Porteur des OCA inclut ses successeurs, cessionnaires et ayants droit ;
- (ii) toute référence à une autre convention ou tout autre acte s'entend de ce document tel qu'éventuellement amendé, réitéré ou complété, et inclut ses annexes et, le cas échéant, tout acte qui lui serait substitué par voie de novation ;
- (iii) **personne** s'entend de tout individu, toute entreprise, toute société, tout gouvernement, tout État ou tout démembrement d'un État, ainsi que de toute association ou groupement, ayant ou non la personnalité morale ;
- (iv) toute référence à une disposition légale s'entend de cette disposition telle qu'éventuellement amendée ; et
- (v) sauf stipulation contraire, toute référence à une heure du jour s'entend de l'heure à Paris.

1.1.2 Dans les Termes et Conditions, sauf si le contexte l'exige autrement :

- (i) les références aux Articles, paragraphes, alinéas et Annexes doivent être interprétées comme des références aux articles, paragraphes, alinéas et annexes des Termes et Conditions et les références aux Termes et Conditions incluent ses annexes ;
- (ii) les mots comportant le pluriel incluent le singulier et *vice versa*.

1.1.3 Les titres des Articles et paragraphes sont indiqués par commodité uniquement et ne sauraient influencer l'interprétation des présents Termes et Conditions.

Article 2. NATURE ET DUREE DE L'EMPRUNT OBLIGATAIRE



Le montant de l'emprunt obligataire est fixé à la somme de quatre millions cinquante mille euros (4.050.000 €). Il est libellé en Euros et représenté par quarante mille cinq cents (40.500) obligations convertibles en Actions nouvelles de l'Emetteur, de cent euros (100€) chacune, émises conformément aux dispositions des articles L.228-91 et suivants du Code de commerce. Les OCA sont émises pour une durée expirant à la Date d'Echéance des OCA.

Article 3. CARACTERISTIQUES DES OCA SOCIETE DE PROJET

3.1. Forme des titres

Les OCA seront émises exclusivement sous la forme nominative.

Les droits de tout Porteur des OCA seront représentés par une inscription en compte conformément aux dispositions des articles L.228-1 du Code de commerce et L.211-4 du Code monétaire et financier. Les OCA ne feront l'objet d'aucune demande d'admission aux négociations sur un marché réglementé ou offre au public en France ou à l'étranger.



3.2. Cession

A compter de la Date de Souscription, les OCA sont librement cessibles ou transmissibles, sous réserve (i) des statuts de l'Emetteur au titre des cessions de titres de l'Emetteur et (ii) le cas échéant de toute stipulation contractuelle liant les Associés. Leur cession ou transmission sera réalisée à l'égard de l'Émetteur et des tiers par virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement signé du cédant. Tout transfert d'OCA entraînera de plein droit adhésion du cessionnaire aux Termes et Conditions, et cession de tous droits et obligations attachés à chaque OCA.

3.3. Prix de Souscription

Les OCA seront émises au pair, soit cent Euros (100€) par OCA.

Le Prix de Souscription de la totalité des OCA sera en conséquence égal à quatre millions cinquante mille euros (4.050.000 €).

Le Prix de Souscription sera libéré :

- (i) à la Date de Souscription, à concurrence du montant des Avances par compensation avec la créance, soit 2.946.250 euros,
- (ii) le solde, sur appel de l'Emetteur, exclusivement pour les besoins du développement du Parc, par des versements en numéraire.

3.4. Date d'émission et date de jouissance

Les OCA seront émises à la Date de Souscription. Elles porteront jouissance à compter de la libération de leur Prix de Souscription.

3.5. Remboursement des OCA

Chacune des OCA sera remboursée dans les conditions décrites à l'Article 5.

3.6. Conversion des OCA

Les OCA sont convertibles en Actions de l'Emetteur conformément à l'article L.228-91 du Code de commerce et dans les conditions précisées à l'Article 6.

3.7. Intérêt

Chacune des OCA portera intérêt dans les conditions décrites à l'Article 4 ci-dessous.

Article 4. INTERETS

4.1. Taux d'intérêt

Chacune des OCA portera intérêt, sur l'Encours en Principal, au Taux d'Intérêt calculé au jour le jour, sur la base d'une année de trois cent soixante (360) jours et du nombre exact de jours écoulés au cours de la Période d'Intérêts (premier jour inclus et dernier jour exclu), à compter de la date déterminée conformément à l'Article 4.3 ci-après.

Les intérêts échus et non payés seront capitalisés s'ils sont dus pour une année entière conformément à l'article 1343-2 du Code civil.

4.2. Période d'Intérêts

Chaque Période d'Intérêts débutera à la Date d'Intérêts afférente à la Période d'Intérêts précédente et se terminera à la Date d'Intérêts suivante, étant précisé que la première Période d'Intérêts débutera à la Date de Souscription et se terminera à la Date d'Intérêts suivante.

4.3. Paiement des intérêts / Intérêts capitalisés au titre de l'Encours en Principal

A compter de la Date de Souscription, et jusqu'à la première à intervenir des dates suivantes :

- 4.3.1. la Date d'Echéance des OCA ;
- 4.3.2. la date de remboursement des OCA conformément à l'Article 5 ;
- 4.3.3. la date de conversion en Actions de l'intégralité des OCA en application des stipulations de l'Article 6 ;

les intérêts échus au cours des Périodes d'Intérêts sont payables à terme échu, à chaque Date d'Intérêts ;

étant précisé que dans l'hypothèse où, à une Date d'Intérêts donnée, les revenus de l'Émetteur ne sont pas suffisants pour lui permettre d'effectuer le paiement des intérêts prévu à cette Date d'Intérêts (ainsi que le cas échéant, le paiement de tout Montant d'Intérêts Reporté dans les conditions prévues au présent paragraphe), le montant d'intérêts non payé à cette Date d'Intérêts, ne sera pas exigible à cette date mais reporté (sans intérêt de retard) à la Date d'Intérêts suivante (un **Montant d'Intérêt Reporté**).

Dès lors qu'un Montant d'Intérêt Reporté est dû pour au moins une année entière, il s'ajoutera à l'Encours en Principal et produira par la suite intérêt, conformément à l'article 1343-2 du Code civil.

4.4. Intérêt de retard

Dans le cas où une somme quelconque en intérêts due par l'Émetteur au titre des OCA ne serait pas payée à sa date d'échéance contractuelle et l'Émetteur ne justifie pas d'une faculté de reporter ce paiement conformément au paragraphe 4.3 *in fine* ci-dessus, l'Émetteur sera tenu de payer, sans mise en demeure préalable, un intérêt annuel égal au Taux d'Intérêt, sur cette somme, aussi bien avant qu'après jugement, calculé sur la base :

- (i) du nombre exact de jours de retard écoulés, pendant la période comprise entre (a) la date où le paiement aurait dû être effectué (incluse) et (b) la date de son paiement effectif (exclue) ou la date de son ajout à l'Encours en Principal conformément au paragraphe 4.3 ci-dessus ; et
- (ii) d'une année de trois cent soixante (360) jours.

La perception d'intérêts de retard ne pourra en aucun cas être interprétée comme constituant un accord des Porteurs des OCA sur un quelconque moratoire, ni comme constituant une quelconque renonciation de la part des Porteurs des OCA à l'un quelconque de leurs droits au titre des Termes et Conditions.

A défaut de paiement des intérêts de retard, les intérêts de retard dus par l'Emetteur seront capitalisés sur une base annuelle en application des dispositions de l'article 1343-2 du Code civil.

Article 5. REMBOURSEMENT DES OCA

5.1. Remboursement à la Date d'Echéance des OCA

Chaque OCA sera intégralement remboursée à la Date d'Echéance des OCA (ou si ce jour n'est pas un Jour Ouvré, le Jour Ouvré précédent), sans préjudice de la faculté ouverte à l'Emetteur de procéder à un remboursement anticipé volontaire conformément à l'Article 5.2.

5.2. Remboursement anticipé volontaire

Sous réserve de l'accord préalable de l'ensemble des Porteurs des OCA, l'Emetteur pourra, à tout moment et sans pénalité, mais sous réserve de l'envoi d'une notification de remboursement au plus tard trois (3) Jours Ouvrés avant ledit remboursement, rembourser tout ou partie des OCA non converties et intégralement libérées, étant entendu qu'en cas de remboursement partiel, celui-ci interviendra au profit de tous les Porteurs d'OCA, proportionnellement au nombre d'OCA intégralement libérées détenues par eux.

5.3. Divers

- (i) tout remboursement réalisé en application des Termes et Conditions devra s'accompagner du paiement des intérêts échus et/ou des intérêts courus, non encore payés, au Taux d'Intérêt sur le montant remboursé et des intérêts de retard, le cas échéant ;
- (ii) tout remboursement anticipé des OCA effectué en application des Termes et Conditions s'imputera d'abord sur les intérêts capitalisés puis sur le montant nominal des OCA ;
- (iii) tout avis de remboursement remis en application de l'Article 5.2 sera irrévocable et l'Emetteur sera obligé de procéder au remboursement en application de cet avis.

Article 6. CONVERSION DES OCA

6.1. Hypothèses de conversion

6.1.1. Conversion automatique des OCA en cas de Procédure Collective

En cas de survenance d'une Procédure Collective, l'intégralité des OCA libérées sera automatiquement convertie en Actions nouvelles de l'Emetteur, étant précisé que les OCA non libérées à cette date, devront être libérées du solde du Prix de Souscription des OCA sans délai à compter de la survenance d'une Procédure Collective, et au plus tard dans le délai de dix (10) Jours Ouvrés suivant appel de l'Emetteur informant les Porteurs des OCA de la survenance d'une Procédure Collective.

6.1.2. Conversion des OCA à la demande des Porteurs des OCA

Tout Porteur des OCA pourra demander la conversion en Actions de tout ou partie de ses OCA intégralement libérées qu'il détient, à compter de la fin des travaux de réalisation du Parc et jusqu'à la Date d'Echéance des OCA (la « **Période de Conversion** »).

6.2. Termes et conditions communs

6.2.1. Modalités de conversion

La conversion des OCA en Actions nouvelles à émettre par l'Emetteur interviendra, à raison de cent (100) Actions nouvelles d'un euro (1 €) de valeur nominale chacune, entièrement libérées, pour une (1) OCA de cent euros (100€) de valeur nominale.

6.2.2. Droit de conversion

Le droit de conversion mentionné au présent Article 6 est indissociable de l'OCA à laquelle il est attaché. En conséquence, ce droit de conversion ne pourra, en aucun cas et en aucune circonstance, faire ou être l'objet d'un quelconque transfert de propriété, à quelque titre que ce soit, ou d'un quelconque autre engagement affectant la pleine propriété de ce droit indépendamment de l'OCA à laquelle il est attaché.

6.3. Sort des intérêts

Les Porteurs des OCA resteront titulaires des intérêts capitalisés et des intérêts échus et/ou courus, non encore payés jusqu'à la date de conversion en Actions des OCA. Ces intérêts continueront à être capitalisés annuellement et seront payés aux Porteurs des OCA dans le délai de trente (30) jours suivant la date de conversion des OCA.

Article 7. ACTIONS NOUVELLES

7.1. Création d'Actions nouvelles

Les Actions nouvelles seront émises immédiatement à la date de conversion en Actions des OCA.

Les Actions nouvelles émises lors de la conversion des OCA seront libérées par voie de compensation avec leur créance obligataire en principal.

7.2. Date de jouissance des Actions nouvelles

Les Actions nouvelles créées portent jouissance au premier jour de l'exercice en cours à la date de conversion.

Dès leur création, elles jouiront des mêmes droits que ceux attachés à toute Action ancienne de même catégorie, et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions collectives des Associés.

7.3. Règlement des fractions d'Actions pouvant résulter des règles de conversion des OCA

Lorsque le nombre d'Actions auquel le Porteur des OCA a droit, n'est pas un nombre entier, le Porteur des OCA demandant la conversion de ses OCA pourra obtenir un nombre d'Actions calculé comme suit :

- (i) soit le nombre entier d'Actions nouvelles immédiatement inférieur ; dans ce cas, il lui sera versé en espèce une somme égale au produit de la fraction d'Action nouvelle formant rompu par la valeur de l'Action nouvelle fixée sur la base des capitaux propres de l'Émetteur ressortant des derniers comptes annuels audités de l'Émetteur ;
- (ii) soit le nombre entier d'Actions nouvelles immédiatement supérieur, à la condition de verser à l'Émetteur une somme égale à la valeur de la fraction d'Actions nouvelles supplémentaire ainsi demandé, évaluée sur la base prévue au paragraphe précédent.

Article 8. STIPULATIONS DESTINEES A RETABLIR OU PRESERVER LES DROITS DES PORTEURS DES OCA EN CAS D'OPERATIONS FINANCIERES OU SUR TITRES

Sous réserve des dispositions de l'article L. 228-65 du Code de commerce, l'Émetteur pourra mettre en œuvre l'ensemble des opérations visées à l'article L.228-98 du Code de Commerce. En cas de réalisation d'opérations visées à l'article L.228-99 du Code de commerce, l'Émetteur devra prendre les mesures nécessaires à la protection des intérêts des Porteurs des OCA conformément aux 1° et 2° de l'article L.228-99 du Code de commerce.

Toute opération de fusion ou de scission de l'Émetteur dans les cas prévus aux articles L. 236-13 et L. 236-18 du Code de commerce, devra être soumise à l'approbation préalable de la Masse des Porteurs des OCA.

En cas d'approbation du projet de fusion ou de scission, les OCA pourront être converties pendant la Période de Conversion, en actions de la société absorbante ou nouvelle. Le nombre d'actions de la société absorbante ou nouvelle auxquelles les OCA donnent droit sera déterminé en corrigeant le nombre d'actions nouvelles qu'il est prévu d'émettre au titre des présentes en fonction du nombre d'actions créées par la ou les sociétés bénéficiaires des apports.

Article 9. PAIEMENTS

9.1. Paiements aux Porteurs des OCA

A chaque date à laquelle une somme est due par l'Émetteur conformément aux Termes et Conditions, l'Émetteur devra payer cette somme aux Porteurs des OCA à cette date en fonds immédiatement disponibles sur le compte en Euros indiqué par chaque Porteur des OCA à l'Émetteur.

9.2. Absence de compensation ou déduction

Tous les paiements devant être faits par l'Émetteur conformément aux Termes et Conditions seront faits sans tenir compte d'une éventuelle compensation à laquelle l'Émetteur s'interdit, par ailleurs, de procéder (sauf au titre de la conversion des OCA).

9.3. Jours Ouvrés

Tout paiement qui devient exigible un jour autre qu'un Jour Ouvré doit être fait le Jour Ouvré suivant du même mois calendaire ; sauf s'il en résulte un report au mois calendaire suivant auquel cas le paiement devient exigible le Jour Ouvré précédent.

Article 10. REPRESENTATION ET PROTECTION DES PORTEURS DES OCA

10.1. Constitution des Porteurs des OCA

Les Porteurs des OCA seront groupés, s'ils sont deux (2) ou plus, de plein droit, pour la défense de leurs intérêts communs, en une masse (la **Masse**) qui jouit de la personnalité morale et est régie par les articles L. 228-46, L.228-103 et R.228-60 et suivants du Code de commerce.

En cas d'émissions successives d'obligations convertibles, dont les titulaires auraient des droits identiques à montant nominal égal à ceux des Porteurs des OCA émises au titre des présents Termes et Conditions, l'Émetteur pourra, conformément à l'article L.228-46, second alinéa du Code de commerce, grouper les porteurs d'obligations convertibles ayant des droits identiques en une masse unique.

Le Souscripteur Initial, tant qu'il est l'unique Porteur des OCA, exercera personnellement les pouvoirs attribués par la loi et les Termes et Conditions au représentant de la masse et à la masse des obligataires.

10.2. Décisions collectives de la Masse

Les décisions de la Masse sont prises en assemblée générale. Elles pourront également être prises à l'issue d'une consultation écrite, y compris par voie électronique.

L'assemblée générale des Porteurs des OCA est convoquée par le Président de l'Émetteur ou le Représentant de la Masse par lettre simple, lettre recommandée au moins huit (8) jours avant l'assemblée. La communication pourra également être faite par tout moyen électronique de communication dans les conditions définies à l'article R. 225-63 du Code de commerce. Le Souscripteur Initial, en sa qualité d'unique Porteur des OCA, déclare d'ores et déjà consentir à l'envoi des avis de convocation à l'adresse email mentionnée à l'article 13.2.

Ses décisions seront prises aux conditions de quorum et de majorité prévues par la loi.

En cas de consultation par voie électronique, l'auteur de la consultation devra adresser à chaque Porteur des OCA par courrier électronique à l'adresse qu'il lui aura préalablement communiquée conformément à l'Article 13.2, le texte des projets de décisions et l'ensemble des documents nécessaires à son information pour émettre son vote. Le Porteur des OCA devra accuser réception de ce courriel dans un délai de deux (2) Jours Ouvrés (l'« **Accusé de Réception** »).

Le vote est formulé sous le texte des décisions proposées et, pour chaque décision, par les mots « oui » ou « non » ou « abstention », toute abstention étant assimilée à un vote négatif.

La réponse dûment datée et signée par le Porteur des OCA devra être adressée à l'auteur de la consultation, par tout moyen écrit permettant d'en rapporter la preuve (y compris par télécopie ou courrier électronique) dans le délai de cinq (5) Jours Ouvrés suivant l'Accusé de Réception

Tout Porteur des OCA n'ayant pas répondu dans le délai visé ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

10.3. Représentant de la Masse

La Masse est représentée par un mandataire, le Représentant de la Masse, désigné et exerçant ses pouvoirs conformément aux dispositions du Code de commerce et aux stipulations des Termes et Conditions.

10.4. Obligations du Représentant de la Masse

Le Représentant de la Masse exercera les pouvoirs qui lui sont conférés par la loi, et dans l'hypothèse où les présentes Termes et Conditions lui confèreraient des pouvoirs qui seraient considérés comme allant au-delà de ceux qui lui sont conférés par la loi, le Représentant de la Masse sera réputé agir en qualité de mandataire des Porteurs des OCA.

10.5. Communications et informations

Le Représentant de la Masse n'est pas tenu de transmettre à un autre Porteur des OCA toute information relative à une Partie ou aux Termes et Conditions dont il a eu connaissance autrement qu'en sa capacité de Représentant de la Masse et en lien avec les OCA. Nonobstant toute stipulation contraire des Termes et Conditions, le Représentant de la Masse n'a pas l'obligation de révéler à un Porteur des OCA, ou à toute autre personne, une information dont la révélation entraînerait, à son avis, une violation de la loi ou d'une réglementation ou la violation d'un engagement de confidentialité.

Article 11. EFFET OBLIGATOIRE – DUREE

Chaque Porteur des OCA ayant souscrit les OCA ou ayant acquis par la suite des OCA de quelque manière que ce soit, est soumis de plein droit aux présents Termes et Conditions, par cette seule souscription ou acquisition.

Article 12. NON-RENONCIATION

Les Porteurs des OCA ne seront pas considérés comme ayant renoncé à un droit détenu au titre des Termes et Conditions du seul fait qu'ils s'abstiennent de l'exercer ou l'exercent tardivement ou partiellement. Les droits et recours stipulés dans les présentes sont cumulatifs et non exclusifs des droits et recours prévus par la loi.

Article 13. NOTIFICATIONS

13.1. Communications écrites

Toute communication au titre des Termes et Conditions ou concernant ceux-ci devra être faite par écrit, et sauf stipulation contraire, par télécopie ou lettre, et dans tous les cas doublé d'un envoi par anticipation par courriel.

13.2. Adresses

Pour toute communication prévue conformément aux Termes et Conditions ou concernant ceux-ci, l'adresse, et l'adresse courriel (et, le cas échéant, le nom du service ou du responsable, destinataire de la communication) de chaque Partie sont les suivantes :

- 13.2.1. pour l'Émetteur : Parc Eolien de Riaucourt-Darmannes
12 avenue des Vosges, 67000 Strasbourg

Copie à :

Quaero Capital SA

20 rue de Lausanne, 1201 Genève

Tél : 0041225188351 / 0041225188352

A l'attention de : Antoine Turrettini / Yann Benharrouch

Courriel : a.turrettini@quaerocapital.com / y.benharrouch@quaerocapital.com

- 13.2.2. pour le Souscripteur Initial : QUAERO EUROPEAN INFRASTRUCTURE FUND

Adresse : c/o QUAERO CAPITAL (FRANCE) SA, 4-6-8, rue Daru, 75008 Paris

Courriel : s.bourget@quaerocapital.com

Attention : Sébastien Bourget

Copie à :

Quaero Capital SA

Rue de Lausanne 20bis, 1201 Genève, Suisse

Tél : 0041225188351 / 0041225188352

Courriel : a.turrettini@quaerocapital.com / y.benharrouch@quaerocapital.com

Attention : Antoine Turrettini / Yann Benharrouch

- 13.2.3. pour les autres Porteurs des OCA, l'adresse qu'ils auront indiquée au Représentant de la Masse ; et

- 13.2.4. pour le Représentant de la Masse, l'adresse qu'il aura indiquée à l'Émetteur,

ou toute autre adresse, numéro de télécopie ou nom de service ou de responsable qu'une Partie indiquera à la l'autre Partie, ou au Représentant de la Masse, le cas échéant (ou, si le changement concerne le Représentant de la Masse, que ce dernier indiquera aux autres Parties) moyennant un préavis d'au moins cinq (5) Jours Ouvrés.

13.3. Réception

- 13.3.1. Sous réserve des stipulations de l'Article 10.2, toute communication faite ou tout document envoyé par une personne à une autre au titre des Termes et Conditions ou concernant ceux-ci produira ses effets :

- (i) pour une télécopie, lorsqu'elle aura été reçue sous une forme lisible ; ou
- (ii) pour une lettre, lorsqu'elle aura été remise en mains propres contre récépissé, ou déposée à la bonne adresse, ou cinq (5) Jours Ouvrés après mise à la poste, port payé avec demande d'accusé de réception, sous enveloppe comportant la bonne adresse ;
- (iii) et, au cas où il a été spécifié à l'Article 13.2 un service ou un responsable, à condition que la communication soit adressée à ce service ou à ce responsable.

13.3.2. Toute communication adressée au Représentant de la Masse sera considérée comme une communication faite au Représentant de la Masse et/ou à chacun des Porteurs des OCA selon le cas, et ne produira ses effets que lorsqu'elle aura été effectivement reçue par le Représentant de la Masse et à condition qu'elle comporte la mention explicite du service ou du responsable destinataires indiqués par le Représentant de la Masse.

13.3.3. Tous les avis adressés par l'Émetteur pourront l'être par l'intermédiaire du Représentant de la Masse.

13.3.4. Toute communication effectuée et tout document remis à l'Émetteur conformément aux stipulations du présent Article sera considéré comme ayant été effectué ou remis à l'Émetteur.

13.4. Notification des adresses, numéros de télécopie, et adresses courriel.

Dans les meilleurs délais suivant la réception d'un renseignement concernant une adresse ou un numéro de télécopie ou concernant un changement relatif à une adresse ou un numéro de télécopie conformément aux stipulations de l'Article 13.2, le Représentant de la Masse en informera les autres Parties. Le Représentant de la Masse informera également, dans les meilleurs délais, les autres Parties de tout changement concernant ses propres coordonnées.

13.5. Communication électronique

13.5.1. Toute communication devant être faite entre le Représentant de la Masse et un Porteur d'OCA au titre des Termes et Conditions ou concernant ceux-ci pourra l'être par courrier électronique ou tout autre moyen électronique, si le Représentant de la Masse et le Porteur des OCA concerné :

- (i) s'entendent sur cette forme de communication, jusqu'à avis contraire ;
- (ii) s'avisent mutuellement par écrit de leur adresse électronique et/ou de toute autre information nécessaire à l'échange d'informations par ce biais ; et
- (iii) s'avisent mutuellement de tout changement concernant leur adresse respective ou les informations qu'ils ont fournies.

13.5.2. Une communication électronique entre le Représentant de la Masse et un Porteur des OCA ne produira ses effets qu'à compter de sa réception sous forme lisible et, dans le cas d'une communication d'un Porteur des OCA au Représentant de la Masse, si elle est adressée selon les indications données par le Représentant de la Masse.

13.6. Langue

13.6.1. Toute communication au titre de, ou concernant, les Termes et Conditions devra être en français.

13.6.2. Tout document fourni au titre de, ou concernant, les Termes et Conditions devra être rédigé en français.

Article 14. CONFIDENTIALITE

14.1. Sous réserve des Articles 14.2 et 14.3 ci-dessous, les Porteurs des OCA s'engagent à respecter le caractère confidentiel des Termes et Conditions, et de leur contenu et toutes les informations reçues de l'Émetteur à ce titre.

14.2. Nonobstant ce qui précède, un Porteur des OCA pourra divulguer des informations :

- (i) tombées dans le domaine public autrement qu'en violation d'une obligation de confidentialité,
- (ii) dans le cadre de toute procédure judiciaire ou arbitrale,
- (iii) s'il y est contraint par la loi ou la réglementation,
- (iv) à toute autorité gouvernementale, bancaire ou fiscale qui en ferait la demande,
- (v) à ses commissaires aux comptes, conseils juridiques et autres conseils professionnels, agences de notations ou mandataires dans le cadre d'une procédure collective,
- (vi) à son dépositaire et tout agent ou prestataire ainsi qu'à ses investisseurs, et
- (vii) à toute autre personne dans le but de faire valoir ses droits au titre des Termes et Conditions, sous réserve que cette personne soit liée par des obligations de confidentialité substantiellement dans les termes du présent Article.

14.3. Nonobstant l'Article 14.1, tout Porteur des OCA peut divulguer à l'un quelconque de ses affiliés et à toute autre personne à laquelle ce Porteur des OCA envisage de céder ou de transférer tout ou partie de ses OCA, toute information relative aux OCA que le Porteur des OCA considère qu'il est approprié de divulguer, et sous réserve que cet affilié ou cette personne soit liée par des obligations de confidentialité substantiellement dans les termes du présent Article.

Article 15. NULLITE PARTIELLE

Si, à tout moment, une stipulation des Termes et Conditions est ou devient nulle, la validité des autres stipulations des Termes et Conditions concernées n'en sera pas affectée.

Article 16. DROIT APPLICABLE ET JURIDICTION

16.1. Les stipulations des Termes et Conditions et les OCA sont régies par le droit français.

16.2. Tout litige pouvant survenir entre les Parties eu égard à la validité, à l'interprétation ou à l'exécution des Termes et Conditions sera soumis par la Partie la plus diligente à la compétence exclusive du tribunal de commerce de Paris.



BNP PARIBAS

Centre d'Affaires et
de Conseil aux Entrepreneurs
80 Avenue du Général Leclerc
92100 BOULOGNE-BILLANCOURT

CERTIFICAT DE DEPOSITAIRE

BNP PARIBAS, Société Anonyme au capital de 2 499 597 122 Euros, dont le siège social est à PARIS (75009), 16 Boulevard des Italiens, immatriculée sous le n° 662 042 449, RCS PARIS - identifiant CE FR76662042449 - ORIAS n° 07 022 735, représentée par Monsieur Bruno MERIEAU et Madame Caroline MARCOTTE DE QUIVIERES soussignés,

Atteste par la présente que la somme de 450 000.00 Euros (quatre cent cinquante mille Euros) a été déposée au crédit d'un compte bloqué «Augmentation de capital» n° 02890-10976588 ouvert sur les livres du Centre d'Affaires et de Conseil aux Entrepreneurs – 08/10 Avenue Ledru Rollin 75012 PARIS, au nom de la Société PARC EOLIEN DE RIAUCOURT DARMANNES, Société par Actions Simplifiée au capital de 100.00 Euros dont le siège social est 12 avenue des Vosges 67000 STRASBOURG, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro 808 091 623.

Cette somme représente la souscription à l'augmentation de capital de 450 000 Euros (quatre cent cinquante mille Euros), décidée par

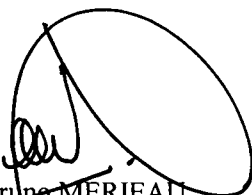
- Procès-verbal des Décisions de l'Associé Unique en date du 12 Décembre 2018

A hauteur de la totalité des 450 000 actions nouvelles émises, à souscrire et à libérer en numéraire de la totalité de la valeur nominale de 1 Euro (un Euro)

Ledit mandataire lui a présenté le bulletin de souscription à l'augmentation de capital susvisée.

Ce certificat est établi en vertu des dispositions de l'article L 225-146 du code de commerce.

A Paris le 14 Décembre 2018



Bruno MERIEAU
Directeur Commercial



Caroline MARCOTTE DE QUIVIERES
Chargée d'Affaires

PARC EOLIEN DE RIAUCOURT DARMANNES

Société par actions simplifiée au capital de 450.100 euros

Siège social : Siège social : 12 avenue des Vosges

67000 Strasbourg

808 091 623 RCS Strasbourg

**STATUTS MIS A JOUR AUX TERMES DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 12 DECEMBRE 2018**

Copie certifiée conforme à l'original

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Sébastien Bourget', is written over a horizontal line.

Le Président

Monsieur Sébastien Bourget

LA SOUSSIGNEE :

- La société **WKN AG** :

Société anonyme de droit allemand (Aktiengesellschaft)
au capital de trente millions (30 000 000) d'Euros
ayant son siège social Otto-Hahn-Strasse 12-16, 25813 HUSUM (Allemagne) immatriculée au
Registre du Commerce et des Sociétés de HUSUM sous le numero HRB 1484,

Monsieur Roland Stanze, agissant en qualité de membre du directoire (Vorstand) et par
Monsieur Rudiger Deska (Vice Président Group Accounting), dument habilités à l'effet des
présentes en vertu des statuts de ladite société.

A ETABLI AINSI QU'IL SUIVRA LES STATUTS D'UNE SOCIÉTÉ PAR ACTIONS SIMPLIFIÉE

TITRE I

FORME – OBJET – DÉNOMINATION – SIÈGE – DURÉE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une Société par actions simplifiée (ci-après la «**Société**»), régie par les dispositions légales et règlements applicables et par celles découlant des présents statuts.

La Société comportera indifféremment un ou plusieurs associés.

Lorsque la Société ne comportera qu'un seul associé, celui-ci sera nommé «associé unique ». L'associé unique exerce les pouvoirs dévolus aux associés, les termes « collectivité des associés » et « associés » désignant indifféremment l'associé unique ou les associés.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, tant en France qu'à l'étranger, directement ou indirectement, en collaboration, en partenariat, à travers ou pour le compte d'autres sociétés :

- Toutes activités se rapportant au développement, à la construction et à l'exploitation d'un parc éolien ;
- La prise de participations financières minoritaires ou majoritaires dans des entreprises françaises ou étrangères ;
- La réalisation d'opérations de placement en valeurs mobilières ;
- La participation de la Société, par tous moyens, à toutes entreprises ou sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher à l'objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou rachat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance ou association en participation ou groupement d'intérêt économique ou de location-gérance ;
- et plus généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, agricoles, mobilières et immobilières, financières y compris tous cautionnements et toutes garanties, tous prêts et toutes opérations de trésorerie et notamment celles prévues par l'article 511-7 du Code Monétaire et Financier, qui se rattachent directement ou indirectement aux activités décrites ci-dessus, ou qui sont susceptibles d'en faciliter la réalisation.

ARTICLE 3 - DÉNOMINATION

La Société a pour dénomination sociale :

« PARC EOLIEN DE RIAUCOURT DARMANNES »

Les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent notamment indiquer la dénomination sociale précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS", et de l'énonciation du montant du capital social.

ARTICLE 4 SIÈGE SOCIAL

Le siège social est fixé au :

12, avenue des Vosges, 67000 Strasbourg

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire français métropolitain, y compris en Corse, par simple décision du Président, lequel est habilité à modifier corrélativement les statuts.

Le Président peut librement créer des établissements et succursales en France.

ARTICLE 5 DUREE

1. La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au registre du commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.
2. Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision collective des associés ou par décision de l'associé unique.

TITRE II

CAPITAL – ACTIONS

ARTICLE 6 APPORTS

La société **WKN AG**, associé unique a apporté la somme de CENT EUROS (100 EUR) en numéraire, lors de la constitution de la Société.

Ladite somme a été régulièrement déposée sur un compte ouvert au nom de la Société en formation auprès de la banque BNP PARIBAS, Agence Centre d'Affaires Pays de la Loire Entreprises, 2 impasse des Tourmalines, BP 93812, 44338 Nantes Cedex 3, et le versement du souscripteur a été constaté par un certificat du dépositaire émis par la banque susmentionnée auprès de laquelle les fonds ont été déposés.

Aux termes des décisions en date du 12 décembre 2018, l'Associé Unique a décidé d'augmenter le capital social d'un montant nominal de quatre cent cinquante mille euros (450.000 €) euros par émission de quatre cent cinquante mille (450.000) actions nouvelles d'une valeur nominale d'un (1) euro.

ARTICLE 7 CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de quatre cent cinquante mille cent euros (450.100 €). Il est divisé en quatre cent cinquante mille cent (450.100) actions d'un (1) euro de nominal chacune, intégralement libérées, toutes de même catégorie.

ARTICLE 8 MODIFICATIONS DU CAPITAL

Le capital ne pourra être augmenté ou réduit que par une décision collective des associés statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 18.2 des présents statuts ou par décision unilatérale de l'associé unique statuant sur le rapport du Président.

L'associé unique ou les associés peuvent déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire, les associés ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées dans les conditions prévues par la loi.

ARTICLE 9 FORME DES ACTIONS

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition d'avoir fait leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente, du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 10 DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

10.1 Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. En outre, elle donne droit de vote et à la représentation dans les décisions collectives des associés dans les conditions légales et statutaires.

10.2. Le ou les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leur apport.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'elle passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions de l'associé unique ou aux décisions collectives des associés.

TITRE III

TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 11 CESSIION ET TRANSMISSION DES ACTIONS

La cession des actions de la Société est libre. La cession s'opère vis-à-vis de la Société et des tiers par une notification effectuée à son Président. Le transfert des actions fait l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres tenu par la Société.

TITRE IV

ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 12 PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le Président de la Société est désigné par l'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, par décision collective des associés aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts.

Le Président, personne physique, peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Président est fixée par la décision qui le nomme.

Le Président peut démissionner, sous réserve d'en avertir la Société en respectant un préavis raisonnable.

La révocation du Président est décidée par décision collective des associés aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts ou par décision de l'associé unique. Le Président est révocable *ad nutum* et sans juste motif. Sa révocation ne peut pas donner lieu à l'octroi de dommages et intérêts.

Rémunération

L'éventuelle rémunération du Président est fixée, le cas échéant, par décision collective des associés aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts ou par décision de l'associé unique.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts aux décisions collectives des associés ou aux décisions de l'associé unique.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que seule la publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

ARTICLE 13 DIRECTEUR GENERAL

Désignation

L'associé unique ou en cas de pluralité d'associés, la collectivité des associés, aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts, peut nommer un ou plusieurs Directeurs Généraux, personnes physiques ou personnes morales, associés ou non de la Société.

Les Directeurs Généraux personnes physiques peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions des Directeurs Généraux est fixée dans la décision de nomination.

Les Directeurs Généraux peuvent démissionner et être révoqués par l'organe qui les a nommés.

Les Directeurs Généraux sont révocables **ad nutum** et sans juste motif. Leur révocation ne peut pas donner lieu à des dommages et intérêts.

Rémunération

L'éventuelle rémunération des Directeurs Généraux est fixée, le cas échéant, par l'organe qui les a nommés.

Pouvoirs

Les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président sauf décision contraire de l'associé unique ou de la collectivité des associés statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 18.1 des présents statuts.

La Société est engagée même par les actes des Directeurs Généraux qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Les Directeurs Généraux peuvent, sous leur responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 14 CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET SES DIRIGEANTS

- a) Le Président, et, le cas échéant, les Directeurs Généraux doit/doivent aviser par lettre recommandée avec accusé de réception la collectivité des associés ou l'associé unique, selon le cas, ainsi que le commissaire aux comptes de la Société, de toutes conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre eux-mêmes et la Société dans un délai d'un mois à compter de la conclusion de ces conventions.

Si la Société est pluripersonnelle, la collectivité des associés statue sur lesdites conventions lors de la première décision collective suivant la notification prévue à l'alinéa précédent.

Si la Société est unipersonnelle, il est seulement fait mention dans le registre des décisions des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la Société et son Président et/ou les Directeurs généraux, conformément aux dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce.

- b) La procédure prévue au a) est également applicable en cas de convention conclue entre la Société et:
- l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ;
 - la Société contrôlant une société associée disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 %, le terme de "contrôle" devant s'entendre dans le sens défini par l'article L 233-3 du Code de commerce.

Dans cette seconde hypothèse, la notification prévue ci-dessus sera faite, selon le cas, par le représentant légal de la société associée ou de la société contrôlant cette société.

ARTICLE 15 COMPTES COURANTS D'ASSOCIÉS

L'associé unique ou les associés, peut(vent) consentir des avances à la Société sous forme de versements dans la caisse sociale. Les conditions de rémunération et de retrait de ces comptes courants, notamment, sont fixées par acte séparé entre l'intéressé et le Président en conformité avec les dispositions des présents statuts.

ARTICLE 16 COMMISSAIRES AUX COMPTES

Les associés peuvent nommer un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires nommés dans les conditions prévues à l'article 18.1 des présents statuts, et exerçant leur mission conformément à la loi.

Sont tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les Sociétés par actions simplifiée qui dépassent, à la clôture d'un exercice social, les seuils fixés par décret en Conseil d'Etat pour deux des trois critères suivants: le total de leur bilan, le montant de leur chiffre d'affaires hors taxe, ou le nombre moyen de leurs salariés au cours de l'exercice.

Sont également tenues de désigner au moins un commissaire aux comptes les Sociétés par actions simplifiée qui contrôlent, au sens des II et III de l'article L 233-16 du Code de Commerce, une ou plusieurs sociétés, ou qui sont contrôlées, au sens des II et III de l'article L 233-16 du Code de commerce, par une ou plusieurs sociétés.

Même si les conditions prévues aux deux paragraphes précédents ne sont pas remplies, la nomination d'un commissaire aux comptes peut être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, démission, décès ou relèvement, sont nommés par l'associé unique ou par décision collective des associés en même temps que le ou les titulaires et pour la même durée.

Toute mesure sera prise pour que le commissaire aux comptes puisse être informé à l'avance et recevoir communication des documents dans un délai suffisant pour lui permettre de rédiger les rapports ou faire les observations prévues par la Loi.

TITRE V

DECISIONS DE L'ASSOCIÉ UNIQUE OU DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIÉS

ARTICLE 17 DECISIONS DEVANT ÊTRE PRISES PAR L'ASSOCIÉ UNIQUE OU PAR LES ASSOCIÉS

Une décision de l'associé unique ou des associés est nécessaire notamment pour les actes et opérations énumérés ci-dessous :

- augmentation, réduction ou amortissement de capital social; transformation, fusion, scission, liquidation ou dissolution ;
- modification des présents statuts à l'exception de la faculté offerte au Président de modifier les statuts en cas de transfert du siège social décidé par le Président, tel que prévu à l'article 4 (Siège social) ci-dessus ;
- approbation des comptes annuels et affectation des résultats;
- toute distribution faite à l'associé unique ou aux associés à l'exception des acomptes sur dividendes;
- approbation des conventions conclues entre la Société et l'un de ses dirigeants ou associés;
- nomination, révocation, rémunération et fixation des pouvoirs du Président, du ou des Directeurs Généraux ou Directeurs Généraux Délégués ;
- nomination des commissaires aux comptes titulaires et suppléants,
- dissolution de la Société, nomination du liquidateur, changement de liquidateur, fixation, le cas échéant, de la rémunération du liquidateur.

Toute autre décision peut être prise par le Président.

17.1. Associé unique

Lorsque la Société ne comporte qu'un associé, l'associé unique détient tous les pouvoirs accordés aux associés par la loi et les présents statuts. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs. Sa volonté s'exprime par des décisions enregistrées par ordre chronologique dans un registre coté et paraphé de la même façon que les procès-verbaux d'assemblées et sont signés par ce dernier.

17.2. Pluralité d'associés

En cas de pluralité d'associés, les décisions de quelque nature qu'elles soient, sont prises soit en assemblée générale (cf. 17.2.1 ci-après), soit par consultation écrite (cf. 17.2.2 ci-après), soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle (cf. 17.2.3 ci-après). Elles peuvent également résulter d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés (cf. 17.2.4 ci-après).

Les droits de vote attachés aux actions sont proportionnels à la quotité de capital qu'ils représentent et chaque action donne droit à son détenteur à une voix.

Les décisions collectives d'associés sont prises à l'initiative du Président ou à la demande d'un associé détenant au moins 75 % du capital social (ci-après le "**Demandeur**"). Dans ce dernier cas, le Président, s'il n'est pas associé, en est avisé par tout moyen.

L'ordre du jour en vue des décisions collectives d'associés est arrêté par le Demandeur.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire de son choix, qui peut ou non être un associé. Les mandats peuvent être donnés par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou transmission électronique. En cas de contestation sur la validité du mandat confère, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

17.2.1 *Décisions prises en assemblée générale*

L'assemblée générale est convoquée par un Demandeur. La convocation est faite par une notification envoyée par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique huit (8) jours au moins avant la date de la réunion; elle indique l'ordre du jour. Cependant, lorsque tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée générale peut se réunir sans convocation préalable.

L'assemblée générale est présidée par le Président de la Société ou, en son absence, par un associé spécialement délégué ou élu à cet effet par l'assemblée.

A chaque assemblée générale est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé (i) par le Président de séance et (ii) par au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté.

17.2.2 *Décisions prises par consultation écrite*

En cas de consultation écrite (en ce compris toute consultation effectuée par télécopie ou par transmission électronique), le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires sont adressés par le Demandeur à chaque associé et au Président, si celui-ci n'est pas le Demandeur, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

Les associés disposent d'un délai minimal de huit (8) jours à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai accordé aux associés pour répondre (s'il n'est pas précisé dans les résolutions, ce délai sera de huit (8) jours) est considéré comme s'étant abstenu. Si les votes de tous les associés sont reçus avant l'expiration dudit délai, la résolution concernée sera réputée avoir fait l'objet d'un vote à la date de réception du dernier vote.

La décision collective des associés fait l'objet d'un procès-verbal établi et signé par le Demandeur auquel est annexée chaque réponse des associés, et qui est immédiatement communiqué à la Société pour être conservé dans les conditions visées ci-après.

17.2.3 Décisions prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle

Lors des réunions par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, les associés et le Président, s'il n'est pas le demandeur, sont convoqués par le Demandeur, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, deux (2) jours au moins avant la date de la réunion. L'ordre du jour doit être indiqué, ainsi que la manière dont les associés peuvent prendre part à la réunion.

Lorsque les décisions sont prises par voie de téléconférence téléphonique ou audiovisuelle, le Demandeur établit, dans un délai de huit (8) jours à compter de la téléconférence, un projet du procès-verbal de séance après avoir indiqué :

- l'identité des associés présents ou représentés, en précisant, le cas échéant, les mandats donnés à cet effet; dans cette hypothèse, les mandats sont annexés au procès-verbal;
- l'identité des associés absents ;
- le texte des résolutions ;
- le résultat du vote pour chaque délibération.

Le Demandeur en adresse immédiatement une copie par tous moyens écrits, en ce compris par télécopie ou par transmission électronique, à chacun des associés. Les associés ayant pris part à la téléconférence en retournent une copie au Président, dans les huit (8) jours après l'avoir signée, par tous moyens écrits en ce compris par télécopie ou par transmission électronique.

À réception des copies signées par les associés, le Demandeur établit le procès-verbal définitif. Ledit procès-verbal dûment signé par le Demandeur, ainsi que la preuve de l'envoi du procès-verbal aux associés et les copies renvoyées dûment signées par les associés ainsi qu'il est indiqué ci-dessus, sont immédiatement communiqués à la Société pour être conservés comme indiqué ci-après.

17.2.4 Décisions résultant d'un acte sous seing privé constatant les décisions unanimes des associés

Les décisions collectives peuvent également résulter d'un acte sous seing privé signé par tous les associés.

ARTICLE 18 REGLES DE MAJORITE DES DECISIONS COLLECTIVES

18.1 Les décisions collectives des associés autres que celles visées ci-après et qui n'entraînent pas de modification des statuts sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

18.2 Les décisions collectives des associés autres que celles visées ci-après et qui entraînent la modification des statuts sont adoptées à la majorité de 2/3 des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés.

18.3 Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

18.4 Les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- la modification, la suppression ou l'adoption de clauses statutaires visées à l'article 227-19 du Code de commerce, relatives notamment à l'inaliénabilité des actions, l'agrément préalable de la Société pour toute cession d'action, la suspension des droits de vote, l'exclusion d'un associé ou la cession forcée de ses actions,
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés.

ARTICLE 19 EXERCICE SOCIAL

L'année sociale a une durée de douze mois. Elle commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Par exception, le premier exercice débutera à la date de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des Sociétés et sera clos le 31 décembre 2015.

ARTICLE 20 PROCES-VERBAUX

Les décisions des associés ou de l'associé unique doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par l'associé unique et en cas de pluralité d'associés par le Président et au moins un associé présent ou le mandataire d'un associé représenté.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, le nom, prénom et qualité du Président de l'assemblée, les documents et informations mis à disposition préalablement aux associés, un résumé éventuel des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix.

En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimé dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

ARTICLE 21 INFORMATION DE L'ASSOCIÉ UNIQUE QU DES ASSOCIÉS

L'associé unique ou les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes.

S'agissant de la décision de l'associé unique ou des associés statuant sur les comptes annuels, l'associé unique ou les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI

COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 22 ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion et des rapports du ou des Commissaires aux comptes.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 23 AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, l'associé unique ou les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

La décision collective des associés ou de l'associé unique peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant explicitement les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La décision collective des associés, de l'associé unique ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

ARTICLE 24 DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIÉTÉ

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés statuant aux conditions de majorités prévues à l'article 18.2 des présents statuts ou par l'associé unique.

La décision collective des associés ou la décision de l'associé unique qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Le liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou les associés peuvent autoriser le liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII

CONTESTATIONS

ARTICLE 25 CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au Tribunal de commerce du lieu du siège social.